



HAL
open science

Le Mouvement moderne, le patrimoine et la figure des idéaux changeants

Jean-Baptiste Minnaert

► **To cite this version:**

Jean-Baptiste Minnaert. Le Mouvement moderne, le patrimoine et la figure des idéaux changeants. Myriam Bacha. Architectures au Maghreb, XIXe-XXe siècles. Réinvention du patrimoine, Presses universitaires François-Rabelais; IRMC, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, pp.301-314, 2011, Collection Perspectives Villes et territoires, 978-2-86906-260-3. halshs-01176273

HAL Id: halshs-01176273

<https://shs.hal.science/halshs-01176273>

Submitted on 17 Jul 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE MOUVEMENT MODERNE, LE PATRIMOINE ET LA FIGURE DES IDÉAUX CHANGEANTS

Jean-Baptiste MINNAERT

C'est en 1965 que Peter Collins publie *Changing Ideals in Modern Architecture, 1750-1950*. L'architecte, critique et historien d'architecture anglo-canadien y entreprend d'extraire l'histoire de l'architecture moderne des lectures unificatrices et des téléologies mises en place dès les années 1930 par Sigfried Giedion (1941), Henry-Russell Hitchcock (1932 ; 1958) ou Nikolaus Pevsner (1936). Peter Collins leur préfère une approche plurielle et composite, qui restitue la diversité et l'incertitude des idéaux qui ont orienté les débats architecturaux et façonné leur histoire durant deux siècles de révolution industrielle. Ces idéaux changeants de l'architecture des deux siècles précédents sont ainsi replacés dans une sorte de structure de malentendus¹ sur laquelle repose l'histoire qui en a été écrite depuis les années 1930.

Il n'est pas dans nos intentions de détailler ici les riches et subtiles problématiques développées par Peter Collins, mais seulement d'utiliser la figure des idéaux changeants pour tenter de démontrer l'existence d'un tournant idéologique qui, durant les années 1960 et 1970, aurait fait basculer le débat architectural et les politiques d'urbanisme, de la suprématie accordée à une modernisation empreinte de machinisme, vers une attention accrue à la patrimonialisation de l'architecture et des espaces urbains². Pour le dire autrement, la culture occidentale, au cours des années 1960, serait-elle passée d'un idéal prospectif à un idéal rétrospectif ? Aurait-elle vu le progressisme céder au culturalisme³ ? Doit-on parler d'un tournant patrimonial, ou plutôt d'un effet d'optique, d'une abusive agrégation de phénomènes simplement convergents ?

La notion de patrimoine est aussi ancienne que les théories qui sont à l'origine du Mouvement moderne ; c'est de plus fraîche date en revanche que la patrimonialisation concerne l'architecture et les espaces bâtis des XIX^e et XX^e siècles, qui, quantitativement, dominent largement les paysages urbains actuels. La patrimonialisation élargie à la période contemporaine est une évolution majeure dans l'histoire du patrimoine. Sa topographie extensive l'érige *de facto* en chapitre à part entière des politiques d'urbanisme, l'introduit de plain pied dans l'histoire de l'urbanisme de la période contemporaine et, ce faisant, ne peut qu'induire des rétroactions avec l'histoire de l'architecture et de l'urbanisme du Mouvement moderne.

¹ En parlant de structure de malentendus, nous faisons allusion ici aux travaux de Harold Bloom (1973 ; 1975) qui, dans le domaine de la littérature, a théorisé sur le fait que toute lecture est déjà une interprétation, et que toute référence à un auteur devancier est une forme plus ou moins consciente de trahison.

² Notre propos repose sur l'extrapolation d'un "basculément patrimonial" (qui reste à démontrer) à partir des positions de Françoise Choay dans *L'allégorie du patrimoine* (1992).

³ Nous reprenons ici évidemment la paire de concepts utilisée par Françoise Choay, dans *Urbanisme, utopies et réalités, une anthologie* (1965). Le terme "culturaliste" désigne initialement un courant de l'anthropologie américaine né dans les années 1930. Françoise Choay l'importe en histoire de l'urbanisme, précisément durant les années 1960.

À en croire l'historien, souvent facétieux, du postmodernisme Charles Jencks (1985), la mort du Mouvement moderne aurait été signifiée par le dynamitage de l'ensemble de logements sociaux de Pruitt Igoe à Saint Louis, Missouri (Minoru Yamasaki architecte), le 15 juillet 1972. Le tournant est évidemment plus composite. Les Congrès internationaux d'architecture moderne (CIAM) sont dissous en 1959 ; la polémique du Pan-Am Building construit à New York en 1958-1963 par Walter Gropius voit non pas l'apothéose du maître du Bauhaus, mais son discrédit (M. L. Clausen, 2005). Les monstres sacrés du Mouvement moderne disparaissent les uns après les autres : Frank Lloyd Wright en 1959, Le Corbusier en 1965⁴, Walter Gropius et Ludwig Mies Van der Rohe en 1969. Sont publiés d'importants ouvrages critiques comme *The Death and Life of Great American Cities* de Jane Jacobs (1961), relectures théoriques comme *Complexity and Contradiction in Architecture* de Robert Venturi (1966) ou *Teoria e storia dell'architettura* de Manfredo Tafuri (1968), théorie de l'architecture en milieu historique comme *L'architettura della Città* d'Aldo Rossi (1966). Ces ouvrages ont jalonné, chacun dans leur domaine, la fin de la phase étincelante d'un modernisme dorénavant taxé d'arrogance et d'autisme, voire d'académisme. Émergent au même moment de nouveaux référentiels, notamment ceux qui font de l'éclectisme, intellectuel et formel, et du respect de la sédimentation historique des villes, les bases de nouvelles pratiques architecturales et urbanistiques, patrimoniales et historiennes.

Si, au tournant des années 1960, le Mouvement moderne s'est effondré, tout au moins dans la définition qui était sienne depuis le début des années 1920, il s'est ensuite réinventé. On ne peut pas dire que les courants architecturaux qui en ont été les héritiers relèvent d'une idéologie révolue. L'architecture « héroïque et originale »⁵ montre aujourd'hui plus que jamais une belle vitalité, ne serait-ce que par l'élargissement des territoires sur lesquels elle s'implante. Durant le dernier tiers du XX^e siècle et la première décennie du XXI^e, la modernisation n'a cessé d'être à l'œuvre, l'accélération du temps et des échanges est toujours plus vive. Depuis les années 1960, l'industrialisation des filières du bâtiment et des travaux publics ne cesse de s'accélérer. Cette industrialisation trouve, formellement, son hyperbole durant les années 1960 avec la naissance et l'épanouissement du métabolisme japonais, des *Plug-in Cities* ou *Walking Cities* d'Archigram, puis du courant *High-tech*. Souvent déterritorialisés, les projets conçus dans cette veine extrapolent ou rejouent les mythes modernistes, le poussant parfois à l'absurde, au point d'en tirer souvent un élégant maniérisme⁶. L'architecture progressiste, qui ne se limite assurément pas à cette veine, n'a connu aucune éclipse technique, formelle ou conceptuelle. À l'échelle de l'urbanisme en revanche, des nuances s'imposent. Sans parler de la forme « tours et barres » des grands ensembles, rapidement vilipendée, les mégastructures, les structures proliférantes ou les nappes, élaborées et pratiquées durant les années 1950 à 1970, notamment dans la suite des réflexions de Team X (M. Risselada, D. van den Heuvel, 2005), ont abouti à des formes très audacieuses et souvent subtiles, mais ont quelques fois peiné à répondre aux besoins culturels, sociaux, politiques et économiques de requalification des centres dégradés des villes occidentales et de réinvention de l'urbanisation de leurs périphéries. Les décideurs politiques leur ont parfois préféré des formes alternatives où se renouent, à un titre ou à un autre, des rapports à la mémoire, à l'histoire, voire au patrimoine.

Au milieu des années 1960 émerge le postmodernisme qui a fortement imprimé sa marque dans la production architecturale et urbanistique des années 1970-1980. S'est plus durablement imposé ce qu'on appelle aujourd'hui le *New Urbanism*⁷, mouvement consacré aux États-Unis au début des années 1980, mais qui prolonge les théories élaborées et les projets réalisés en Europe dès les années 1960 par des figures comme François Spoerry, Léon Krier, Maurice Culot, ainsi que Demetri Porphyrios ou Quinlan Terry, sans omettre le rôle théorique majeur de Manfredo Tafuri (1979 ; 1982)

⁴ Dans son ouvrage *Architecture en France, 1940-2000, histoire et théories*, Jacques Lucan (2001) montre bien en quoi "l'effondrement de la statue du Commandeur" a désinhibé le débat architectural français, avant même la crise de Mai 68.

⁵ Le terme, devenu célèbre, est de Robert Venturi.

⁶ Le High-tech au demeurant a ouvert la voie à un nouvel idéal techniciste, que recensa et promut l'exposition *Architectures non standard* au Centre Georges Pompidou en 2003 (F. Migayrou, Z. Mennan, 2003). Voir aussi Antoine Picon (2010).

⁷ Le courant du *New Urbanism*, né dans le même contexte que le postmodernisme, lui est souvent assimilé, alors que, détails discriminants, il ne pratique pas l'ironie critique chère aux postmodernes et prend des positions urbanistiques beaucoup plus radicales à l'encontre de la Charte d'Athènes.

et l'impact médiatique des prises de position du Prince Charles et de son école⁸. Largement pratiqué aujourd'hui de par le monde, revendiquant aussi le qualificatif plus ancien de néo-traditionnel, parfois appelé mouvement de Renaissance urbaine, le *New Urbanism* réhabilite la syntaxe et la composition classiques ou vernaculaires, renoue avec la rue et les places. Il puise ses échelles spatiales et ses solutions formelles à l'histoire de l'architecture et de la ville, ainsi qu'à nombre d'opérations de réhabilitation patrimoniale, pour les appliquer à des projets d'urbanisme où, pour le dire vite, l'échelle du piéton et de la rue à échoppes prime dorénavant sur celle de l'automobile et des TV corbusiennes, et où l'éclectisme classicisant des volumes et des façades périmètre les allégories machinistes du Mouvement moderne. Le *New Urbanism*, enfin, produit de la ville ramassée imitant la densité des centres-villes historiques, même lorsque les projets sont implantés en situation suburbaine, périurbaine ou balnéaire, au contraire des Modernes qui, s'intéressant aux centres urbains, en préconisaient le desserrement sans d'ailleurs toujours le pratiquer.

L'historien d'aujourd'hui constate les faveurs plus systématiques que, depuis les années 1960, les élites politiques et culturelles, les urbanistes et les architectes, les maîtres d'ouvrage et le public accordent aux projets qui recyclent ou au moins respectent la "tradition" et le "patrimoine"⁹. Cependant, on ne peut opposer frontalement le Mouvement moderne à ces pratiques culturalistes et à ces architectures néo-traditionnelles, ne serait-ce que parce que l'un et les autres sont avant tout projets et relèvent d'idéologies à visées prospectives. *A contrario*, les Modernes eux-mêmes ont qualifié leur mouvement de nouvelle tradition¹⁰.

Ces idéaux changeants ont des contours et des statuts, sémantiques, culturels, historiques, difficilement comparables terme à terme. Il faudrait d'ailleurs commencer par identifier les espaces et les lieux où s'appliquerait ce basculement patrimonial. En raison de la croissance même des villes, les objets architecturaux et urbains patrimonialisés sont majoritairement centraux, ou le sont devenus, ce qui leur offre une position culturelle avantageuse et surdétermine peut-être leur importance par rapport à la quantité globale de gestes architecturaux et urbains en lesquels nous vivons aujourd'hui. Si l'on se place au centre d'une ville européenne, le tournant patrimonial des années 1960 est d'une évidence éclatante. Si l'on appréhende le phénomène depuis des espaces non urbanisés ou périurbains, ou bien à l'échelle des réseaux routiers, ferroviaires ou aériens continentaux ou transcontinentaux, ce tournant est plus difficile à percevoir. À moins que ces objets patrimoniaux, par l'importance culturelle ou touristique que leur ont conférée les sociétés qui les ont fabriqués et celles qui les réinventent aujourd'hui, ne constituent précisément une maille des dits réseaux.

Il serait absurde d'affirmer que l'idéal patrimonial, tel un bernard-l'ermite, aurait remplacé l'idéal moderniste en ses lieux et places, géographiques et intellectuels, dans le courant des années 1960. Les moments du basculement sont aussi composites que ses lieux. Les notions d'architecture mineure et de patrimoine urbain trouvent droit de cité patrimonial dès la Conférence d'Athènes de 1931 (2002), et entrent dans le champ législatif français, avec les périmètres de protection de 500 mètres prévus par la loi de 1943, et surtout avec la loi Malraux de 1962 sur les secteurs sauvegardés¹¹. La reconstruction de

⁸ Après des réalisations phares comme Port-Grimaud sur la Côte d'Azur dès les années 1960 (François Spoerry architecte), puis Poundbury en Grande Bretagne à la fin des années 1980 (Léon Krier architecte), Célébration près de Walt Disney World Resort en Floride au début des années 1990, ou encore Val d'Europe près de Disneyland Paris à la fin des années 1990, de récentes réalisations montrent toute la vitalité du mouvement : on peut citer le très récent village d'El Gouna en Égypte sur la Mer Rouge, et les nouveaux quartiers du Plessis-Robinson, dans la banlieue de Paris, de Xavier Bohl et Marc et Nada Breitman, étudiés initialement avec François Spoerry. Cette dernière réalisation a reçu en 2008 le Prix européen d'architecture Philippe Rotthier. La *Déclaration de Bruxelles* (1978) constitue l'un des textes de ralliement de l'urbanisme néo-traditionnel, ce *New Urbanism* européen. Voir : (M. Culot, P. Lefebvre, 1980). Le *Congress for New Urbanism*, fondé en 1993 aux États-Unis, a publié en 1996 une *Charte de l'urbanisme*. www.cnu.org. Voir Peter Katz (1994). Voir aussi Cynthia Ghorra-Gobin (2006). http://www.cdu.urbanisme.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/newurbanism_cle65d7e2.pdf

⁹ Laissons pour le moment ces termes à leurs guillemets, pour restituer l'imprécision sémantique de leur usage courant.

¹⁰ Nous ne faisons pas nécessairement référence ici à l'ouvrage d'Eric Hobsbawm et Terence Ranger, *L'invention de la tradition*, (2006), mais à l'ouvrage de Sigfried Giedion, *Space, Time and Architecture* (1941).

¹¹ Les paysages ont pu être protégés en France dès la loi de 1906 puis grâce à celle de 1930 (qui font écho aux lois de 1887 et, surtout, de 1913 sur les Monuments historiques).

l'ilot insalubre n° 16 à Paris à partir de 1943 (S. Texier, 2005) par sa sensibilité au bâti ancien et grâce à l'expérimentation des pratiques de réhabilitation, contribua à préfigurer les restaurations de centres anciens, en particulier les secteurs sauvegardés qui entrent en vigueur à partir des années 1960.

Alors que la doctrine du postmodernisme et celle du *New Urbanism* ont d'abord été définies dans le cadre de projets d'urbanisme et de logement, l'une des principales motivations à la lente construction juridique du patrimoine architectural et urbain relève du développement du tourisme, dont les rapports avec le patrimoine sont consubstantiels depuis plus de deux siècles (C. Bertho-Lavenir, 1999 ; C. Zytnicki, H. Kazdaghali, 2009). Les protagonistes de la symbiose entre tourisme et patrimoine furent dès la fin du XIX^e siècle en France le *Touring Club de France* (M. Bacha, 2009), l'*Automobile Club de France* ou le *Club Alpin Français*, notamment. Parallèlement à leur action concernant le développement des infrastructures routières et hôtelières, ces organisations ne contribuèrent pas peu à étendre à l'aménagement du territoire et à l'espace urbain le concept de pittoresque, ainsi que le rapport à la mémoire et à l'histoire.

Le tourisme est un outil de structuration du territoire si puissant, que là où le monument et le paysage font défaut, ils seront inventés¹². S'il n'est plus guère iconoclaste à affirmer que le patrimoine est devenu aujourd'hui une dimension parmi d'autres des politiques d'urbanisme et de valorisation des territoires, le tourisme a été et demeure un puissant vecteur de ce phénomène. Serait-il provocateur à affirmer que le commerce et le développement économique constituent le but du tourisme ; les infrastructures routières, ferroviaires, aériennes et hôtelières en sont les moyens, et les paysages et monuments architecturaux et urbains les prétextes ? Cela expliquerait l'actuelle fortune, collatérale pour ainsi dire, du *New Urbanism*. En effet, celui-ci peut être vu, d'une certaine manière, comme l'équivalent à neuf et hors les murs de la réhabilitation patrimoniale des centres anciens. Les cas français de Port-Grimaud ou Val d'Europe près de Disneyland Paris, constituent à ce titre des exemples éloquentes, que conforte *a contrario* le fait que Marc Augé ait parlé de *disneylandisation* des centres anciens patrimonialisés (M. Augé, 1997). Comme le remarque en effet l'anthropologue, les parcs à thème, notamment ceux de Disney, peuvent être lus comme du patrimoine hors-sol et hors-temps. Là où les aménageurs et les acteurs économiques estiment qu'il est le plus rentable de le faire, ces parcs à thème fournissent tout, voire davantage, que ce que les touristes attendent d'une destination "authentique" sur le plan patrimonial. Entre Disney et les villes historiques, la concurrence commerciale est d'autant plus rude qu'il est plus rapide de construire un parc à thème à proximité d'une ligne TGV ou d'un aéroport (comme c'est le cas avec Disneyland Paris), que de faire venir le TGV à une ville-patrimoine. De ce point de vue, les parcs à thème, avec leur architecture savamment factice, sont sans doute à lire comme une forme nouvelle de ce balnéaire que les historiens ont érigé en objet d'étude depuis trente ans.

Tout cela n'amènerait-il pas à conclure sans autre forme de procès que le patrimoine n'est finalement qu'un saut qualitatif opéré par des acteurs économiques qui, par le canal du tourisme et accessoirement par celui du tourisme patrimonial et culturel, visent invariablement à servir et asseoir la suprématie que ce qu'on appelle aujourd'hui la *shopping*¹³ exerce depuis longtemps sur les espaces urbains et les paysages, quel que soit leur implantation par rapport aux centralités et quelles que soient les formes, "modernes" ou "traditionnelles", qui leur sont imprimées ? Pour le dire autrement, le patrimoine ne succéderait pas au Mouvement moderne en tant qu'idéologie dominante, mais ne serait qu'un phénomène de la modernisation.

Maintenons malgré tout l'hypothèse que l'idéal du Mouvement moderne et l'idéal patrimonial se succèdent, même si ceux-ci ne s'enchaînent pas exactement, ne s'opposent pas terme à terme et

¹² À plusieurs reprises, dans les débats auxquels nous avons assisté dans le cadre du programme de recherche dirigé par Myriam Bacha à l'IRMC Tunis, est revenu le terme de "bidonnage patrimonial", notamment à propos du cas de l'invention patrimoniale du village touristique de Sidi Bou Saïd à partir de 1915. Voir Hamon (*infra*) et également les recherches en cours, et à paraître, de Charlotte Jelidi.

¹³ Voir le *shopping* que Rem Koolhaas analyse dans : *Harvard project on the city* (2000); Voir aussi Alain Bourdin (1992). Dans son exposition *Cronocaos* à la Biennale d'architecture de Venise 2010, Rem Koolhaas est allé plus loin encore dans la possible marchandisation de la notion de patrimoine. Partant du constat que 22% des terres émergées de la planète sont dorénavant soumises à un régime de protection quelconque, il propose une sortie de la sacralisation du patrimoine en proposant, par exemple, la mise en place d'un marché global du patrimoine, calqué sur le modèle du marché international des droits d'émission du CO2. Voir l'entretien de Rem Koolhaas avec Frédéric Edelmann, *Le Monde*, 5 septembre 2010 ; voir aussi Sejima (2010).

fonctionnent sur des registres politiques et culturels différents. Car, enfin, les acteurs qui ont appliqué ces idéaux successifs sont bel et bien passés de l'un à l'autre, lors d'événements précis¹⁴. Si nous poursuivons notre hypothèse de départ, postulons que la phase étincelante de l'idéal patrimonial commencerait dans les années 1960, évidemment avec la Charte de Venise (1964), puis la convention de l'Unesco sur le patrimoine mondial (1972). En France, le phénomène s'aggrègerait dès la loi Malraux sur les Secteurs sauvegardés (1962), puis autour du classement ou de l'inscription d'un nombre important d'architectures du XIX^e et du XX^e siècles à partir de 1974. Ces classements sont pour bonne part consécutifs à la démolition des Halles de Baltard en 1971-1973¹⁵, qui souleva un scandale convoquant l'opinion publique à une échelle inédite dans la France d'alors. Il est vrai que cette opinion avait déjà été échaudée par l'achèvement en 1967 de la voie expresse rive droite, construite sur une berge de la Seine, en vis-à-vis d'hôtels particuliers du XVII^e siècle se déroulant sur la berge opposée, celle de l'île Saint-Louis et de l'île de la Cité, et qui seront intégrés plus tard dans un périmètre classé au patrimoine mondial. De même, les excès de la politique volontariste de construction de grands ensembles entamée en 1950, sont critiqués dès les années 1960, non seulement par les sociologues et les philosophes (H. Lefebvre, 1968), mais surtout par les architectes et les urbanistes eux-mêmes. La circulaire Guichard (1973) imposera progressivement à la technocratie française et au secteur du bâtiment et des travaux publics de mettre un terme à la construction de ces grands ensembles, et d'imaginer, pour le logement social en particulier, des formes architecturales moins denses. La crise de Mai 1968 catalyse une volonté d'*aggiornamento* culturel tous azimuts. Elle bouleverse la culture professionnelle des architectes et l'enseignement de l'architecture qui, après l'éclatement de l'École des Beaux-arts, s'ouvre aux sciences sociales et à l'histoire en particulier. Le choc pétrolier de 1973 et la crise économique qui s'ensuit précipitent le déclin de l'industrie lourde européenne, suscitent un désenchantement vis-à-vis du machinisme et garantissent le succès de la notion de patrimoine industriel, née en Grande-Bretagne dès les années 1940. Ces événements tels que présentés ici, plaident *a priori* pour l'hypothèse du basculement qui, en moins de quinze ans, vit la fin de la toute-puissance de l'idéal moderniste et la montée en puissance de l'idéal patrimonial.

Cet idéal patrimonial, de surcroît, influe sur les pratiques urbanistiques déjà établies, et notamment sur l'interprétation de règlements urbains qui n'étaient pas initialement conçus pour lui faire place. En France, les années 1970 voient l'inscription des Plans d'occupation des sols (POS) et la mise en œuvre des Zones d'aménagement concertées (ZAC), deux outils créés dans le cadre de la Loi d'orientation foncière de 1967. Alors que le POS a été conçu par les législateurs essentiellement comme un plan de zonage, celui de Paris qui est mis en application en 1977 prescrit, notamment, un retour partiel du bâti sur rue à des volumétries post-haussmanniennes. Avec le temps, les POS vont inclure de plus en plus de dispositions concernant la qualité du paysage urbain, voire le patrimoine architectural. Si les ZAC sont des dispositifs où domine initialement la pratique de la démolition-reconstruction, les formes bâties qui sont produites dans ce cadre affirment progressivement leur sympathie pour la ville traditionnelle, réinterprétée avec une inventivité et une finesse croissantes, tout en promouvant la créativité des architectes contemporains. Après les Secteurs sauvegardés, et avant les Zones de protection du patrimoine architectural et urbain (ZPPAU, créées en 1983 ; devenues en 1991 ZPPAUP, le P final pour "paysager"), deux dispositifs spécifiquement patrimoniaux, les POS sont l'un des vecteurs du mouvement de contrôle qualitatif architectural des droits à construire dans les centres-villes. Les POS opèrent à une échelle plus vaste que les secteurs sauvegardés et les ZPPAUP, et surtout imposent par la règle une logique quantitative qui banalise la pratique de formes architecturales et urbaines dialoguant avec l'histoire¹⁶.

¹⁴ Il en va ainsi du maire de Tours, Jean Royer dont l'élection en 1959 coïncide avec l'interruption de l'opération du secteur de rénovation en cours pour ce qui concerne la partie la plus patrimoniale du vieux Tours, pour laisser à l'architecte Pierre Boille qui rénove depuis 1956 l'hôtel des Compagnons du Devoir puis l'ilot qui l'entoure, l'initiative de sensibiliser Pierre Sudreau (ministre de la Construction) à une pratique qui sera très bientôt celle des Périmètres de restauration immobilière (PRI) qui, eux-mêmes, annoncent les plans de sauvegarde et de mise en valeur des Secteurs sauvegardés institués par la loi Malraux de 1962, voir Nelly Alletru (2007).

¹⁵ La destruction de la gare d'Euston à Londres en 1962 souleva en Grande-Bretagne une polémique comparable.

¹⁶ Avec la loi Solidarité Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000, les POS ont été remplacés par les Plans locaux d'urbanisme (PLU). Avec la loi Grenelle 2 sur l'environnement du 10 juillet 2010, les ZPPAUP laissent place aux Aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP).

Qu'ils soient ou non spécifiquement patrimoniaux, ces nouveaux documents d'urbanisme ont été des leviers de "reconquête" - traduire gentrification - des villes-centres, par le moyen de la réhabilitation, ou par celui de la construction en continuité esthétique, morphologique ou fonctionnelle avec l'existant, alors que les modernes au contraire voyaient les centres-villes comme irrémédiablement déclassés et nécrosés et les vouaient à une destruction-reconstruction zonée, à effectuer par-dessus une voirie redessinée et calibrée, après abolition ou refonte du parcellaire. Cette profonde révision des représentations et des modalités d'intervention sur les villes et leurs centres constitue, en France, le fertile terreau de l'idéal patrimonial.

Cependant, la figure des idéaux changeants de Peter Collins ne semble transposable au cas que constitue le supposé passage d'une idéologie progressiste à une idéologie culturaliste, qu'avec de grandes précautions de méthode. Pour ce faire, il faut commencer par reprendre le sens que Collins, travaillant à l'intérieur des corpus architecturaux qui ont fondé le Mouvement moderne, a donné à cette notion d'idéaux changeants. Opposer l'idéal moderniste à l'idéal patrimonial suppose, notamment, de pouvoir rabattre ce dernier à sa dimension de pratique architecturale et urbanistique, de manière à le rendre plus comparable à ce qui relève des pratiques et représentations modernistes, essentiellement projectuelles. En soi, l'exercice est roboratif, dans la mesure où l'historien doit alors appréhender ce qui, par exemple, dans une intervention sur le bâti ancien, relève non pas nécessairement de la préservation, mais de l'invention. Même ramenée à cette dimension, on ne peut toujours pas considérer qu'il y ait un passage de l'idéologie moderne à l'idéologie patrimoniale. Les architectes des Monuments historiques, par exemple, n'ont évidemment pas attendu la fin du Mouvement moderne pour pratiquer le projet architectural d'entretien et de restauration des édifices classés. C'est d'ailleurs l'éthique et la méthode de restauration que Viollet-le-Duc développa au contact des monuments médiévaux qui fonda le rationalisme structurel dont se réclameront ensuite les Modernes. Quant à la notion de patrimoine urbain, elle émerge, on l'a vu, dans les mêmes décennies que la formulation théorique de l'urbanisme moderne. Ni à l'échelle du projet architectural, ni à celle du projet urbain, on ne peut donc parler de succession, dans la mesure où ces idéaux, moderne d'une part, patrimonial de l'autre, ne s'appliquent pas aux mêmes objets, ni toujours aux mêmes échelles : espaces à construire d'un côté, bâti existant à réinvestir de l'autre. D'autre part, nombre d'idéaux de l'architecture moderne fonctionnent sur le mode de l'analogie, voire de la métaphore, dimensions qui ne sont pas si simples à déceler dans les représentations et les pratiques patrimoniales. Par ailleurs, les architectes et maîtres d'ouvrage qui pratiquent la construction et ceux qui œuvrent en réhabilitation, restauration et valorisation touristique ne sont pas toujours les mêmes. Le seraient-ils, les contextes techniques, économiques, réglementaires, urbanistiques et politiques de leur action diffèrent en grande partie.

Si l'on constate globalement un tournant patrimonial à partir des années 1960, il est à situer sur le registre large de l'histoire culturelle, plus que sur celui de l'histoire de l'architecture et de l'urbanisme proprement dit. Plutôt que d'imaginer qu'un idéal succède à un autre, il est plus réaliste de concevoir que ces modèles et les mentalités qui les véhiculent se superposent et s'entremêlent, ce que Peter Collins au demeurant démontrait dans *Changing Ideals*. Ces idéaux ne se stratifient pas, mais s'articulent en des combinaisons temporelles, géographiques et culturelles complexes, toujours singulières et irréductibles d'un cas à un autre. Ces combinaisons sont faites de coexistences, interactions et superpositions décalées.

Les ruptures qu'on a pu identifier plus haut relèvent d'événements placés en séries par l'historien. Ce sont des événements signifiants, mais parfois surdéterminés, qui prennent en leur temps, ou rétrospectivement, une dimension fondatrice. Avant que ne bascule la configuration des objets architecturaux et urbains, ont d'abord basculé l'imaginaire et l'idéologie des acteurs, notamment les historiens. Le public, les élites politiques, les critiques, les historiens ont rêvé de la modernité puis s'en sont désenchantés. Cela ne signifie pas que cette modernité à l'œuvre se soit interrompue faute d'être dorénavant rêvée aussi intensément que par le passé. Ces divers acteurs ont réévalué le rôle de la mémoire et du patrimoine, construisant de nouvelles lectures et peut-être de nouvelles téléologies qui, dans un second temps, ont influé partiellement sur la production des espaces et du bâti.

Pour mieux comprendre le problème de méthode que soulève cette soi-disant succession d'idéaux, il n'est pas inutile de plonger un peu dans la théorie de l'histoire¹⁷. Ainsi pourrait-on dépasser les lectures traditionnelles qui, explicitement ou implicitement, ont encore largement cours en histoire de l'art : croyance en des influences unilatérales exercées par des émetteurs actifs sur des récepteurs passifs, surdétermination de l'artiste ou du décideur érigés en prophètes de la réalité, limitation de l'histoire de l'architecture à une histoire des vanités et de l'innovation, survalorisation de l'exceptionnel monumental par rapport au banal sédimenté, et de l'urbanisme par rapport à l'urbanisation, etc. De nombreux modèles interprétatifs ont été importés en histoire de l'architecture, en particulier par le canal des aires ex-coloniales. Ces terrains foncièrement difficiles sur le plan méthodologique ont imposé des innovations méthodologiques qui, désormais, profitent à tout le champ disciplinaire.

Par exemple, Mercedes Volait, Joe Nasr (2003) et Anthony King (2000) et nous-même (J.-B. Minnaert, 2005), avons pratiqué la figure de la circulation des modèles dans une géométrie multilatérale, qui restitue l'immense variété des situations et des trajectoires individuelles, collectives, pratiques et intellectuelles¹⁸. En dépit de la fécondité d'une telle méthode, se limiter à ne pister que les modèles (modèles formels et fonctionnels des architectes et des urbanistes, ou modèles interprétatifs des historiens) et leurs applications et interprétations locales, reste encore une manière descendante ou centrifuge d'écrire l'histoire : un modèle s'expérimente, s'énonce, puis se diffuse et s'applique, ou non, à des terrains où, éventuellement, ils sont transformés, hybridés, diffusés, voire refusés. Cette méthode s'est affinée en ne s'intéressant plus seulement aux modèles, mais aussi aux hommes qui, éventuellement, les élaborent, transmettent, appliquent, transforment ou refusent. Ici l'approche à échelles multiples, notamment micro-historique (B. Lepetit, 1996, 71-93) et prosopographique prend toute son importance.

Dans toutes ces configurations, la succession des idéaux, modernistes puis patrimoniaux, est fortement affinée ou relativisée par la priorité que donne leur historien aux aspérités de leurs changements de rapports, et aux modalités concrètes de leur circulation (par quels canaux institutionnels, par quels hommes ?). L'histoire tend ici à être vue aussi d'en bas, les archives locales jouant alors un rôle fondamental.

Afin de mieux construire une réflexion sur la figure des idéaux changeants qui éclairerait le soi-disant passage de l'idéal moderne à l'idéal patrimonial, il serait également intéressant de puiser à d'autres modèles théoriques¹⁹, notamment à la théorie des transferts culturels élaborée par Michael Werner et Michel Espagne (1999) et surtout à la théorie de l'histoire croisée du même Michael Werner (2003, 7-36), à laquelle nous limiterons ici nos réflexions.

Fondamentalement multidimensionnelle, l'histoire croisée est aisément transposable en histoire de l'architecture et des formes urbaines, coloniale en particulier, et ouvre aux historiens de ces champs des perspectives très fécondes²⁰. Michael Werner (2003, 30) insiste sur le fait qu'il est important de

¹⁷ Exercice auquel nous nous sommes livrés dans un numéro sous notre direction de la revue *Histoire de l'art* (2006), ainsi que dans un article, "Architecture ordinaire et hommes pluriels" (2009).

¹⁸ On pourrait ajouter à cette figure une structure multi-temporelle : parallélisme des pratiques d'une époque à l'autre, superpositions et interactions des durées, etc.

¹⁹ Ainsi la théorie de la réception de Hans Robert Jauss et Wolfgang Iser (H. R. Jauss, 1978, 89-134) ; la théorie des systèmes d'acteurs de Michel Crozier et Erhard Friedberg (1977) ; la théorie de l'archéologie générale de Philippe Bruneau. Dérivée de la théorie de la médiation de Jean Gagnepain, et assez peu connue dans le champ de l'histoire de l'architecture contemporaine, la théorie de l'archéologie générale fut exposée, souvent de manière délicieusement provocatrice, par Philippe Bruneau et Pierre-Yves Balut, principalement, dans les multiples numéros de la revue *Ramage*, ainsi que dans Philippe Bruneau, Pierre-Yves Balut (1997).

²⁰ « Sur un plan intellectuel, le tournant culturaliste en mettant l'accent sur la spécificité, voire le caractère irréductible du local, a contribué à affiner les connaissances sur le fonctionnement différencié des sociétés et des cultures, tout en entraînant une fragmentation des savoirs et, par là même, leur relativisation. Les interrogations consécutives à l'effondrement du colonialisme ont, par ailleurs, affecté la position jusqu'alors dominante des sciences sociales occidentales. Désormais soupçonnées d'impérialisme intellectuel et de stratégies de domination politique, elles voient leur ambition universaliste affaiblie. [] Mais l'histoire croisée ambitionne aussi de traiter d'objets et de problématiques spécifiques qui échappent aux méthodologies comparatives et aux études de transferts. Elle permet ainsi d'appréhender des phénomènes inédits à partir de cadres d'analyse renouvelés. Ce faisant, elle fournit l'occasion de sonder, par un biais particulier, des questions générales telles

garder à l'esprit que l'histoire croisée se pratique nécessairement à la double échelle des faits et des questionnements auxquels ceux-ci sont soumis. L'historien qui écrit les faits est lui-même pris dans l'histoire ; il ne neutralisera jamais entièrement ses propres positionnements culturels, ni les lignes et les impensés de sa propre biographie. Il inscrit des faits dans les temps particuliers à son enquête et à ses méthodes. Il n'échappe jamais totalement aux téléologies de son époque, ni à celles du passé de sa discipline. L'historien en effet travaille sur la base d'une historiographie qui est une longue sédimentation historique, faite à la fois de traditions, de déchirures, de réinventions et de rémanences. L'historien invente ses objets par les méthodes et par les échelles de temps et d'espace avec lesquelles il les approche. Les faits qu'il observe et décrit entretiennent avec lui, et entre eux, des relations fluctuantes. La méthode de l'histoire croisée est donc toute d'ajustements et d'incessante réflexion sur les conséquences de ses propres choix de méthode.

Les temps de l'histoire sont à la fois différentiels et imbriqués. Il n'y a pas d'horloge extérieure qui alignerait au même pas les objets, les méthodes qui permettent de les définir et analyser, et les historiographies dans lesquels ils s'inscrivent. L'histoire croisée vise à dépasser l'opposition entre la synchronie que l'on reproche à l'histoire comparée, et la diachronie à laquelle sont souvent réduits les transferts culturels.

Relier l'invention, le maniement, le vécu et les représentations du patrimoine aux modalités de l'acte collectif de bâtir, est une manière plus efficace encore de démasquer les préjugés idéologiques dont l'historiographie de l'histoire de l'art peut parfois apparaître comme une longue succession, de surcroît oubliée d'elle-même.

Ce supposé passage de l'idéal moderniste à l'idéal patrimonial ne relève pas premièrement d'un basculement des pratiques architecturales et urbaines en elles-mêmes, c'est à dire du passage d'une modernisation à outrance à une patrimonialisation à outrance, bien qu'il y ait eu des évolutions en ce sens et surtout une construction historique de faits qui tendent à le laisser penser. Ce basculement relève d'une modification de représentation culturelle que l'opinion dominante en son temps puis celle des générations suivantes, d'une part, et les historiens d'alors puis ceux des générations suivantes d'autre part, ont socialement et intellectuellement construite. Le phénomène relève d'abord du simple contrepied : à la violence technocratique de la modernisation des Trente Glorieuses, le critique, l'historien et leurs lecteurs se sont imposés le devoir d'opposer la raison culturaliste, démocratique, d'un rapport maîtrisé au passé et à la mémoire par la construction de figures patrimoniales diverses. Au temps court par lequel Le Corbusier pensait son lien aux traditions, antique, méditerranéenne, classique, rationaliste, les théoriciens-architectes et les historiens « culturalistes » répondent par le temps long conçu jadis par les protagonistes de l'école des *Annales*, mais aussi, d'une certaine manière par le sociologue Maurice Halbwachs. Au demeurant, la fertile dialectique progressisme-culturalisme que Françoise Choay introduisit en 1965 dans *Urbanisme, utopies et réalités* fixa durablement les termes du débat que nous explorons.

Les questions abordées ici relevaient naguère de la critique autant que de la passion ó ce qui n'est guère évitable avec le patrimoine. Elles peuvent aujourd'hui entrer de plain pied dans le champ, espérons-le raisonné, de l'histoire. L'historicisation des faits n'est pas simplement possible parce que la péremption de ceux-ci les inscrirait à distance raisonnable. Certains outils théoriques facilitent le passage des faits du stade de la critique à celui de l'histoire, du registre de l'engagement citoyen ou esthétique à celui de leur mise à distance historiographique, indépendamment de leur position dans le temps. Le passage d'un idéal moderniste à un idéal patrimonial est sans doute l'une des problématiques par lesquelles une histoire croisée peut s'exprimer de manière féconde en histoire de l'architecture. Nous avons tenté ici d'en appliquer quelques principes.

En introduction à ses *Douze leçons sur l'histoire*, Antoine Prost (1996, 9) rappelle que la plupart des historiens « se dispensent, au début de leurs livres, de définir les concepts et les schémas

que celle des échelles, des catégories d'analyse, du rapport entre diachronie et synchronie, des régimes d'historicité et de la réflexivité. Enfin, elle pose le problème de sa propre historicité à partir d'une triple procédure d'historicisation : de l'objet, des catégories d'analyse et des rapports entre le chercheur et l'objet. Elle offre ainsi une boîte à outils qui, par-delà les sciences historiques, peut être opérationnelle dans de nombreuses autres disciplines qui croisent des perspectives du passé et du présent » (M. Werner, B. Zimmermann, 2003, 7-10). Dans cet important article, les auteurs établissent des liens avec les *Connected History*, *Shared History* et *Entangled History* anglo-saxonnes.

d'interprétation qu'ils mettent en œuvre, quand leurs collègues allemands se sentiraient tenus. À plus forte raison, ils estiment prétentieux et périlleux d'entreprendre une réflexion systématique sur leur discipline : ce serait revendiquer une position de chef d'école qui répugne à leur modestie ô fût-elle feinte ô et qui, surtout, les exposerait à la critique peu bienveillante de collègues auxquels ils craindraient de paraître vouloir apprendre leur métier. La réflexion épistémologique semble porter atteinte à l'égalité des maîtres de la corporation. S'en dispenser est éviter à la fois de perdre son temps et de s'offrir aux critiques des pairs. Heureusement, cette attitude est en train de changer ».

BIBLIOGRAPHIE

- ALLETRU Nelly, 2007, *La sauvegarde du Vieux Tours sans secteur sauvegardé : création et mise en œuvre d'un périmètre de restauration immobilière de 1961 à 1973*, mémoire de master 2, Université de Tours François-Rabelais, sous la direction de Jean-Baptiste Minnaert, 2 vol.
- AUGE Marc, 1997, *L'impossible voyage*, Payot, Paris.
- BACHA Myriam, 2009, "Patrimoine et tourisme en Tunisie au début du Protectorat : interactions et dépendances", in Colette Zytnicki et Habib Kazdaghli (dir.), *Le tourisme de l'Empire français. Politiques, pratiques et imaginaires (XIXe-XXe siècles) : un outil de la domination coloniale ?*, Publications de la Société française d'histoire de l'Outre-mer, Saint-Denis, 2009, 155-163.
- BERTHO-LAVENIR Catherine, 1999, *La roue et le stylo. Comment nous sommes devenus touristes*, Odile Jacob, Paris.
- BLOOM Harold, 1973, *The Anxiety of Influence. A Theory of Poetry*, Oxford University Press, Oxford (seconde édition 1997).
- BLOOM Harold, 1975, *A Map of Misreading*, Oxford University Press, Oxford.
- BOURDIN Alain, 1992, "Patrimoine et demande sociale", in Régis Neyret (dir.), *Le patrimoine, atout du développement*, Presses universitaires de Lyon, Lyon.
- BRUNEAU Philippe et BALUT Pierre-Yves, 1997, *Artistique et archéologie*, Presses de l'université Paris-Sorbonne, Paris.
- CHOAY Françoise, 1965, *Urbanisme, utopies et réalités, une anthologie*, Le Seuil, Paris.
- CHOAY Françoise, 1992, *L'allégorie du patrimoine*, Le Seuil, Paris.
- CLAUSEN Meredith L., 2005, *The Pan Am Building and the Shattering of the Modernist Dream*, The MIT Press, Cambridge (Mass.) : Londres.
- COLLINS Peter, 1998, *Changing Ideals in Modern Architecture, 1750-1950*, [1965], seconde édition avec avant-propos de Kenneth Frampton, McGill-Queen's University Press, Montréal & Kingston : Londres : Ithaca (traduit en français en 2009, Éditions Parenthèses, Marseille).
- CROZIER Michel, FRIEDBERG Erhard, 1977, *L'acteur et le système*, Le Seuil, Paris.
- CULOT Maurice, LEFEBVRE Philippe, 1980, "Introduction", in André Barey, *La Déclaration de Bruxelles. Propos sur la reconstruction de la ville européenne*, Archives d'architecture moderne, Bruxelles.
- ESPAGNE Michel, 1999, *Les transferts culturels franco-allemands*, Presses universitaires de France, Paris.
- GHORRA-GOBIN Cynthia, 2006, *La théorie du New Urbanism. Perspectives et enjeux*, rapport de synthèse, Centre de documentation de l'urbanisme, juillet.
- GIEDION Sigfried, 1941, *Space, Time and Architecture : the Growth of a New Tradition*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.).
- HOBBSAWM Eric, RANGER Terence (dir.), 2006, *L'invention de la tradition*, Éditions Amsterdam, Paris, ouvrage traduit de l'anglais par Christine Vivier, publié en 1983, Syndicate of the Press of the Université of Cambridge.
- HITCHCOCK Philip Johnson, 1932, *The International Style. Architecture since 1922*, W. W. Norton & company, inc., New York.
- HITCHCOCK Henry-Russell, 1958, *Architecture, 19th and 20th Century*, Penguin Books, Harmondsworth, Middlesex.
- JACOBS Jane, 1961, *The Death and Life of Great American Cities*, Random House, New York.
- JAUSS Hans Robert, 1974, *Pour une esthétique de la réception*, Gallimard, Paris.
- JENCKS Charles, 1985, *Le langage de l'architecture post-moderne*, Denoël, Paris (1^{ère} édition en 1977).
- KATZ Peter, 1993, *The New Urbanism. Toward an Architecture of Community*, Mac Graw Hill, New-York.
- KING Anthony D., 2000, *Globalized Localities or Localized Globalities? Old Wine, New Bottles?*, Workshop on The Culture and Politics of Place, Locality and Globalization, Departments of Anthropology and Philosophy, University of California, Santa Cruz, 28 octobre,

- <http://www2.ucsc.edu/globalinterns/cpapers/king.pdf>.
- KOOLHAAS Rem, Harvard project on the city, Stefano Boeri, Multiplicity, Sanford Kwinter, Nadia Tazi, Hans Ulrich Obrist, 2000, *Mutations*, catalogue d'exposition, Bordeaux, Entrepôt/Arc en Rêve Centre d'architecture, du 24 novembre 2000 au 25 mars 2001, Bordeaux, Arc en rêve Centre d'architecture, ACTAR, Barcelone.
- La Conférence d'Athènes sur la conservation artistique et historique des monuments (1931)*, 2002, édition établie par Françoise Choay, Les Éditions de l'Imprimeur, Paris.
- LUCAN Jacques, 2001, *Architecture en France, 1940-2000, histoire et théories*, Éditions du Moniteur, Paris.
- LEFEBVRE Henri, 1968, *Le droit à la ville*, Anthropos, Paris.
- LEPETIT Bernard, 1996, "De l'échelle en histoire", in Jacques Revel (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Gallimard : Seuil, Paris, 71-93.
- MIGAYROU Frédéric et MENNAN Zeynep (dir.), 2003, *Architectures non standard*, catalogue d'exposition, Centre Georges Pompidou, Paris.
- MINNAERT Jean-Baptiste (dir.), 2005, *Histoires d'architectures en Méditerranée XIX^e-XX^e siècles. Écrire l'histoire d'un héritage bâti*, Éditions de la Villette, Paris.
- MINNAERT Jean-Baptiste (dir.), 2006, "Nouvelles approches en architecture", *Histoire de l'art*, n°59, octobre.
- MINNAERT Jean-Baptiste (dir.), 2009, "Architecture ordinaire et hommes pluriels", in Carmen Popescu (dir.), "L'autre Europe", *Ligeia*, n°93-96, juillet-décembre, 38-44.
- NASR Joe, VOLAIT Mercedes (dir.), 2003, *Urbanism : Imported or Exported ? Native Aspirations and Foreign Plans*, actes du colloque de Beyrouth en 1998, Wiley Academy, Chichester.
- PEVSNER Nikolaus, 1936, *Pioneers of the Modern Movement from William Morris to Walter Gropius*, Faber & Faber, Londres.
- PICON Antoine, 2010, *Culture numérique et architecture. Une introduction*, Birkhauser, Bâle.
- PROST Antoine, 1996, *Douze leçons sur l'histoire*, Le Seuil, Paris.
- RISSELADA Max, VAN DEN HEUVEL Dirk (dir.), 2005, *Team 10, 1953-1981, in Search of a Utopia of the Present*, catalogue d'exposition, Netherlands Architecture Institute, Rotterdam.
- ROSSI Aldo, 1966, *L'architettura della Città*, Marsilio Editori, Padoue.
- SEJIMA Kazuyo (ed.), 2010, *People Meet in Architecture*, cat. exp. Biennale d'architecture de Venise, Marsilio, Venise.
- TAFURI Manfredo, 1968, *Teoria e storia dell'architettura*, Laterza, Bari.
- TAFURI Manfredo, 1979, *Projet et utopie, de l'avant-garde à la métropole*, Dunod Paris (édition originale en 1973°).
- TAFURI Manfredo, FRANCESCO Dal Co, 1982, *Architecture contemporaine*, Berger-Levrault, Paris, (édition originale en 1976).
- TEXIER Simon, 2005, *Paris contemporain. Architecture et urbanisme. De Haussmann à nos jours, une capitale à l'ère des métropoles*, Parigramme, Paris.
- VENTURI Robert, 1966, *Complexity and Contradiction in Architecture*, The Museum of Modern Art, New York.
- WERNER Michael, ZIMMERMANN Bénédicte, 2003, "Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité", *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 2003/1, 58^e année.
- ZYTNICKI Colette, KAZDAGHLI Habib (dir.), 2009, *Le tourisme de l'Empire français. Politiques, pratiques et imaginaires (XIX^e-XX^e siècles) : un outil de la domination coloniale ?*, Publications de la Société française d'histoire de l'Outre-mer Saint-Denis.